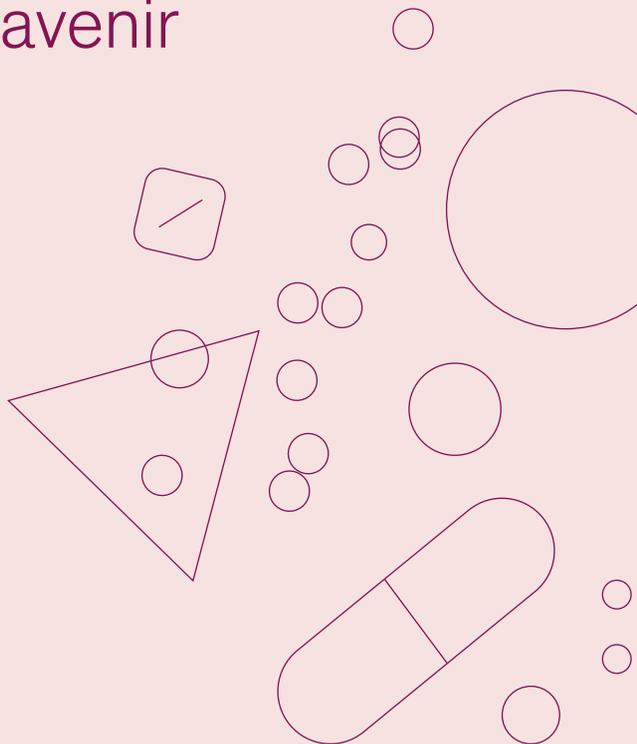


2020, une année hors norme et tournée vers l'avenir



2020,
une année
hors norme
et tournée vers l'avenir

SOMMAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

ÉDITO

Norbert IFRAH, président
Thierry BRETON, directeur général

p.4

2

Consultation citoyenne

p. 12

UNE PLACE INÉDITE DANS LA CONSTRUCTION DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LES CANCERS

INTERVIEW

Déborah CVETOJEVIC

Responsable de la mission d'appui
à la stratégie et partenariats

p. 15

1

Cancer & Covid

p.6

UNE MOBILISATION DE TRÈS GRANDE AMPLEUR

INTERVIEW

Jean-Baptiste MÉRIC

Directeur du pôle santé publique et soins

p.9

3

Cancérologie pédiatrique

p. 18

LA RECHERCHE ENCORE PLUS MOBILISÉE

INTERVIEW CROISÉE

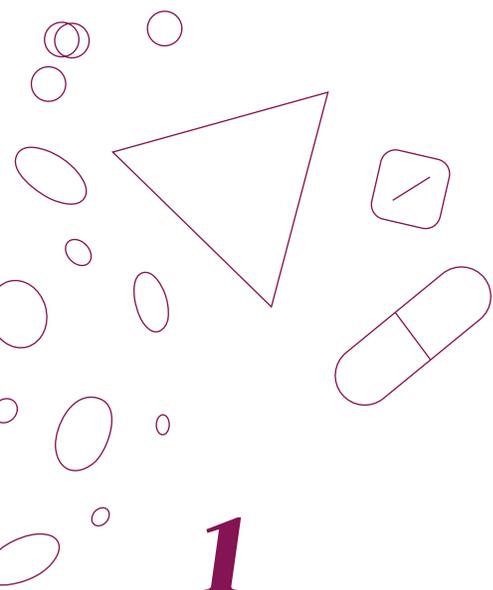
Alain EYCHÈNE

Directeur du pôle recherche et innovation

p.21

Natalie HOOG-LABOURET

Responsable de la mission de recherche
en pédiatrie



4

Accès aux médicaments

p. 24

UN ENJEU PRÉGNANT ET MULTIDIMENSIONNEL

INTERVIEW

Marianne DUPERRAY

Directrice des recommandations et du médicament

p. 27

5

Environnement

p. 30

UNE FORTE ATTENTE POUR LES FRANÇAIS, UNE PRIORITÉ POUR L'INSTITUT NATIONAL DU CANCER

INTERVIEWS

Alice DESBIOLLES

Médecin référent prévention

p. 33

Jérôme FOUCAUD

Responsable du département recherche en SHS, santé publique et épidémiologie

p. 34

6

Communication

p. 36

VERS UN CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS

INTERVIEW CROISÉE

Emanuel COLLIN

Directeur de la communication et de l'information

p. 39

Catherine BACHELOT-FACCENDINI

Responsable de projets, département campagnes, direction de la communication et de l'information



Innovations

p. 42

DES SOLUTIONS AU BÉNÉFICE DE TOUS

INTERVIEWS

Tristan ROUÉ

Responsable du Living Lab

p. 45

Thomas DUBOIS

Responsable de la mission des affaires européennes et internationales

p. 46

RAPPORT FINANCIER

Rapport d'activité 2020

p. 48

Édito

Norbert IFRAH

Président

Thierry BRETON

Directeur général

2020 fut pour tous une année de défis.

Face à la crise sanitaire, l'Institut a à la fois œuvré pour le maintien des activités de la filière oncologie et poursuivi les chantiers engagés, tout en restant à l'écoute des Français. Autant de défis relevés grâce à une mobilisation exemplaire de tous nos collaborateurs.



Impossible de retracer l'année 2020 sans évoquer le séisme provoqué par la pandémie de Covid-19 sur le système de santé dans son ensemble, y compris sur la filière oncologique. Dès le début de la crise, l'Institut national du cancer s'est pleinement inscrit dans la mobilisation générale de tous les acteurs qui œuvrent au quotidien pour préserver les intérêts de tous – patients et proches, professionnels de santé, experts – dans la lutte contre le cancer.

Déployer l'agilité nécessaire à la continuité de nos activités

Dès le 5 mai 2020, nous avons mis en place le comité « Cancer et Covid-19 ». Piloté par nos soins, ce comité a accompagné

« Cette agilité et la qualité des réponses apportées nous ont permis de répondre aux enjeux posés par la pandémie sans sacrifier nos priorités. »

les professionnels de santé dans la recherche et le déploiement de solutions permettant d'assurer la continuité des soins. Il s'est également employé à aider les malades à gérer au mieux leur cancer durant cette période. Enfin, il s'est attaché à alerter les autorités sur l'impact de la crise sanitaire sur la filière et à inciter les citoyens à ne pas

« De nombreux Français nous ont permis d'aboutir à une stratégie solide et partagée par tous. »

interrompre leurs parcours de soins. Fidèle à sa mission de prévention et de sensibilisation, l'Institut a aussi fait le choix de réactiver au plus vite les campagnes de dépistage et d'accompagner ce redémarrage d'une large communication pour reprendre la parole sur des sujets éclipsés par la pandémie de Covid-19. Recherchant la plus grande agilité possible tout en maintenant la qualité des réponses apportées, nous avons répondu du mieux possible aux enjeux posés par la pandémie, sans sacrifier nos priorités, à commencer par la finalisation du projet de stratégie décennale de lutte contre le cancer.

Rester à l'écoute des Français

À l'issue des premières consultations en 2019 pour l'élaboration de la stratégie décennale de lutte contre le cancer, l'Institut s'était engagé à prendre en compte les avis de la population. Les Français ont contribué massivement au projet et nous ont permis d'aboutir à une stratégie solide ambitieuse, par certains côtés audacieuse, et partagée par tous.

La capacité d'écoute de l'Institut s'est également traduite par son engagement dans les domaines jugés prioritaires par les Français : l'environnement, avec

le programme Green-City et celui consacré au chlordécone, ainsi que la cancérologie pédiatrique, avec de nouveaux appels à projets, des collaborations inédites et la poursuite des travaux de la « Task Force » mise en place par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en matière de recherche et d'innovation.

« L'Institut a poursuivi son engagement dans les domaines jugés prioritaires par les Français. »

Continuer à anticiper

2020 a aussi vu la poursuite de nombreux chantiers, comme les travaux portant sur la limitation des tensions d'approvisionnement des médicaments anticancer et l'achèvement du second cycle d'Horizon Scanning pour identifier les médicaments de rupture en cours de développement. De nombreuses collaborations internationales et européennes ont également été lancées et des dispositifs innovants mis en place, à l'instar de notre Living Lab, premier du genre porté par une institution publique.

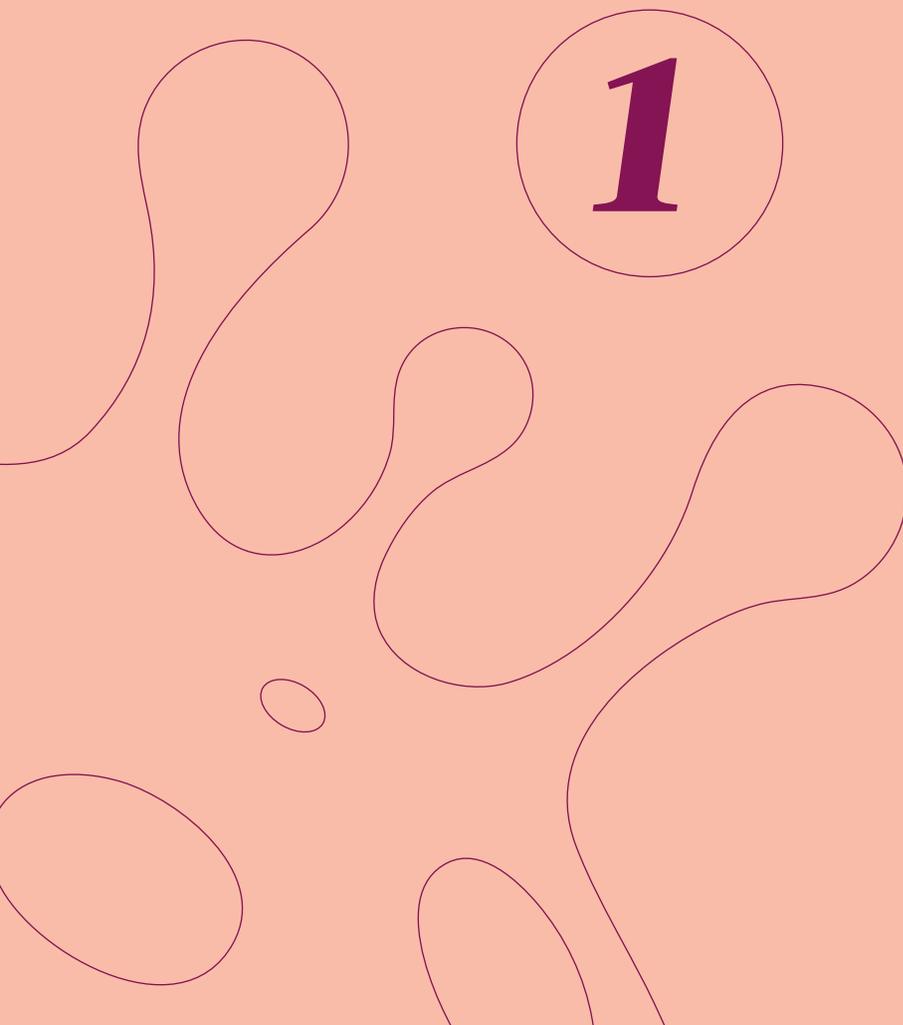
Tous ces projets et ces actions témoignent de notre volonté de continuer à agir, nous adapter, écouter et nous projeter, malgré le contexte si particulier de cette année passée. Nous vous invitons à les découvrir. •



« L'Institut s'est mobilisé pour préserver au mieux et au plus vite les intérêts de tous dans la lutte contre le cancer. »

Cancer & Covid

Une mobilisation
de très grande ampleur



1

L'irruption de la pandémie de Covid-19, au premier trimestre 2020, a fortement impacté le système de santé. Elle a généré à la fois des difficultés organisationnelles pour les professionnels, confrontés à la gestion du risque épidémique et à la saturation des capacités hospitalières, et la montée des inquiétudes pour les malades et leurs proches. L'oncologie, bien que filière de soins prioritaire, n'a pas échappé à la règle. L'Institut s'est donc mobilisé, dès le début de la crise, pour créer les conditions nécessaires à la continuité des soins et à la préservation des chances pour tous les patients. ●●●

Mobilisation forte des acteurs de la cancérologie pour éviter les pertes de chance et trouver des solutions adaptées

Efficacité des mesures prises, activité de chirurgie d'exérèse maintenue lors du second confinement

Début 2020, la progression fulgurante de l'épidémie liée au virus SARS-CoV-2 a provoqué la saturation quasi immédiate des équipements hospitaliers et, chez les Français, une inquiétude forte sur le risque de contamination au sein des établissements de santé. Ces freins à l'accès aux soins, réels ou ressentis, ont impacté à la fois les parcours de soins des patients et leur participation aux dépistages, tandis que, dans le même temps, le confinement renforçait les comportements à risque chez certains Français.

DES RÉPONSES CONCRÈTES ET IMMÉDIATES

Dans ce contexte inédit, l'Institut a, dès le 5 mai, proposé la création d'un comité national « Cancer et Covid-19 », en lien avec la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) et la Direction générale de la santé (DGS). Piloté par l'Institut, et toujours actif en 2021, ce comité réunit des représentants des instances nationales et régionales de la santé et tous les acteurs de la filière pour favoriser la mutualisation des retours d'expérience et des bonnes pratiques en tenant compte de la réalité fluctuante du terrain. Il a, tout au long de 2020, édité des préconisations pratiques pour aider les professionnels à organiser la continuité, la qualité et la sécurité des parcours en cancérologie.

En parallèle, plusieurs enquêtes ont été lancées pour évaluer l'impact réel du confinement sur les activités d'oncologie et alerter le ministère des Solidarités et de la Santé sur les effets délétères de l'arrêt des soins. Une communication spécifique a, enfin, été mise en place pour inciter les citoyens à ne pas interrompre leurs parcours de soins.

UNE MOBILISATION INTERNATIONALE

Très tôt, l'Institut s'est aussi rapproché de ses partenaires internationaux (Allemagne, Italie, Corée du Sud, Japon, Canada/Québec) afin de partager des informations sur leur situation sanitaire respective. Une veille internationale sur la recherche scientifique autour du thème « Covid-19 et cancer » a été instituée avec le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC, OMS), et une coopération technique sur l'organisation des soins initiée avec la Direction du Cancer du Québec.

ANTICIPER LA REPRISE DES ACTIVITÉS

Prenant acte des retards observés durant le premier confinement, l'Institut national du cancer s'est attaché, dès le début de l'été, à rechercher les conditions d'une reprise optimale des activités de chirurgie, les plus impactées par la crise. Plusieurs outils pratiques de planification des soins ont ainsi été mis à disposition des établissements, dont certains inspirés des modèles québécois, pour

UN CHIFFRE

45

C'est le nombre de membres siégeant au comité « Cancer et Covid-19 ». Ils représentent l'ensemble de la filière : DGS, DGOS, fédérations hospitalières, assurance maladie, agences régionales de santé, réseaux régionaux de cancérologie, sociétés savantes, patients, experts, notamment.

9

fiches pratiques publiées par l'Institut à destination des établissements de santé.

1

webinaire interactif avec les professionnels de santé.

leur permettre d'évaluer leurs besoins et ressources, de prioriser et reprogrammer au plus vite les exécutés afin d'éviter les pertes de chance pour les patients. Des modalités de transfert d'activités et de collaborations interétablissements ont également été proposées. Enfin, tous les centres régionaux de coordination des dépistages des cancers ont, parallèlement, été mobilisés pour une reprise rapide des invitations au dépistage, effective dès le 15 juin.

UNE ADAPTATION PERMANENTE AU CONTEXTE ÉPIDÉMIQUE

L'Institut a également mis en place un processus de suivi des activités agréant les données hospitalières et celles issues du système national des données de santé de l'Assurance maladie pour aider les professionnels à s'adapter au plus vite à l'évolution de l'épidémie.

Toutes ces actions et recommandations ont permis de limiter drastiquement l'impact du deuxième confinement sur les activités. Des évaluations sont en cours pour mesurer l'impact, à moyen et long termes, de la crise Covid-19 sur les parcours des patients. ●

5 DATES

17 mars

début du premier confinement

24 mars

création d'une section « Covid » dédiée sur le site e-cancer.fr

5 mai

lancement du comité de pilotage « Cancer et Covid-19 »

28 mai

organisation d'une visioconférence pour répondre en direct aux questions des internautes

15 juin

reprise de l'envoi des invitations aux dépistages

INTERVIEW

« Les soins en cancérologie doivent être une priorité. »

Jean-Baptiste MÉRIC

Directeur du pôle santé publique et soins

Quel regard portez-vous sur cette année 2020 si singulière ?

J-B.M. : Je retiendrais en premier lieu l'incroyable mobilisation de tous les acteurs de la cancérologie, qui ont répondu présents quand nous avons organisé les structures de pilotage et qui, surtout, ont innové notamment dans leur capacité à collaborer. Nous avons ensemble, et dès le début de la crise, mis tout en œuvre pour que le parcours de chaque patient soit préservé avec l'objectif d'éviter les pertes de chance. Il est indéniable

que nous avons connu des retards, des décalages, des situations difficiles, mais aujourd'hui, nous pouvons dire que tout ce que nous avons mis en place a servi, que des acteurs qui n'avaient pas forcément l'habitude de travailler ensemble l'ont fait.

Qu'en est-il plus spécifiquement de l'Institut national du cancer ?

J-B.M. : L'Institut a totalement bouleversé son organisation dans la première partie de l'année

pour que la gestion de la Covid et du cancer devienne une priorité. Cette implication très forte dès le début de la pandémie ne nous a pas empêchés de poursuivre les autres dossiers en cours et notamment la préparation de la stratégie décennale de lutte contre les cancers. 2020 a été une année difficile et très délicate, mais nous avons su, je crois, en tirer les enseignements. La stratégie décennale inclut désormais une mesure et dix actions spécifiquement dédiées à la gestion de crise, ce qui n'était pas prévu initialement.

La pandémie est, malheureusement, loin d'être éradiquée, et de nouveaux défis déjà se profilent.

Comment l'Institut se prépare-t-il à y répondre ?

J-B.M.: L'organisation est toujours perfectible. Nous continuerons en 2021 à la faire évoluer pour faire face aux nouveaux défis, comme les variants du virus ou la vaccination des patients atteints de cancer.

« Les multiples collaborations initiées au début de la crise nous ont permis de créer les conditions d'une récupération rapide du système de santé lors du déconfinement. »

Jean-Baptiste MÉRIC

Directeur du pôle santé publique et soins

Notre message à la population reste en revanche inchangé.

Les Français doivent continuer à se faire dépister, et les patients présentant des symptômes inquiétants doivent consulter.

Ils seront accueillis par le système de santé dans l'absolu respect des règles sanitaires. ●

« En 2021, nous continuerons à faire évoluer l'organisation de l'Institut pour faire face aux nouveaux défis, comme les variants du virus ou la vaccination des patients atteints de cancer. »

Jean-Baptiste MÉRIC

Directeur du pôle santé publique et soins

Nos actions, C'EST AUSSI...

LES DONNÉES DE SURVIE DES CANCERS

sont en cours d'actualisation sur le site e-cancer.fr. Un travail est mené dans le cadre du programme de surveillance et d'observation épidémiologique des cancers. •

12

Les données de 12 départements ont été publiées en 2020.

73

Au total, 73 fiches indiquant la survie pour chaque type et sous-type de cancers seront disponibles d'ici la fin du premier semestre 2021.

→ **Près de 2 000 articles scientifiques** sur la thématique « Cancer et Covid » ont été identifiés grâce à la veille du département observation et documentation de l'Institut. •

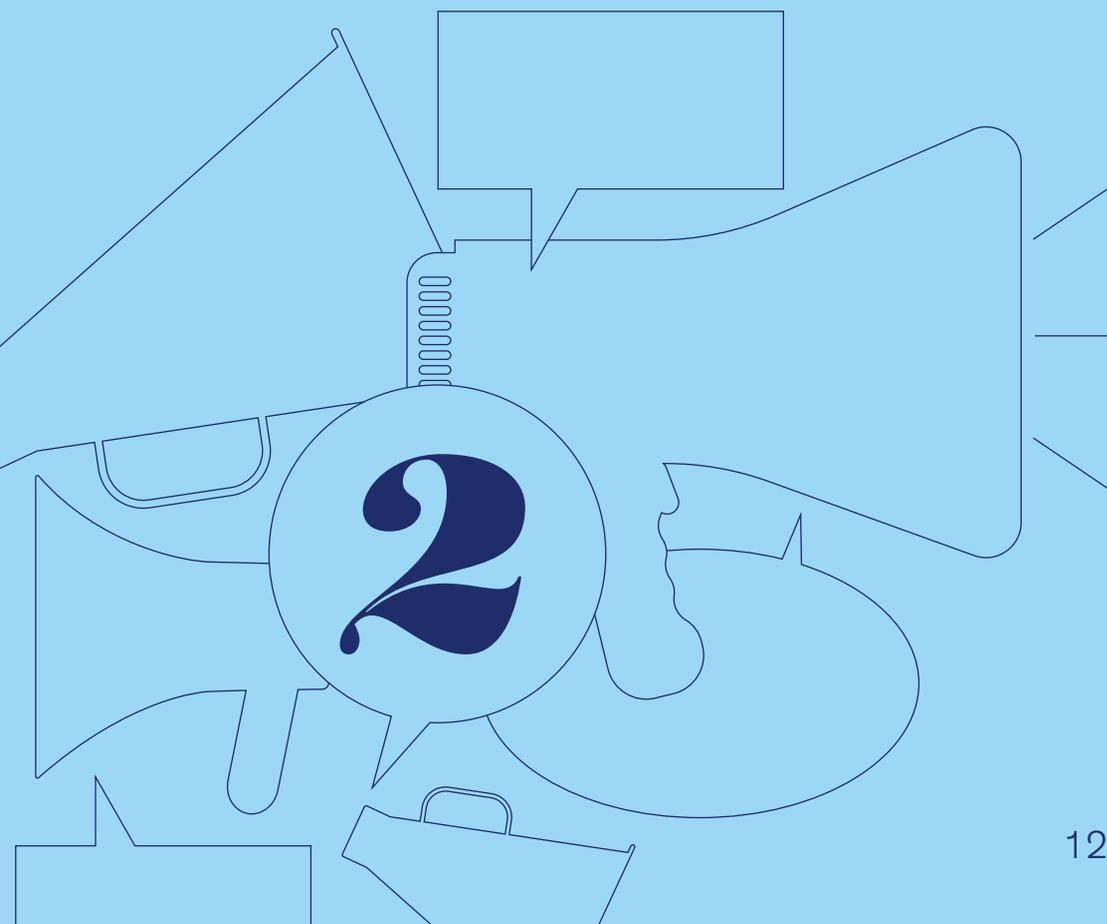
→ **Deux rubriques ont été créées sur le site e-cancer.fr** au service des patients et de leurs proches pour faire face à la pandémie. Elles répondent à leurs questions sur la maladie et publient les dernières recommandations à destination des professionnels. •

→ **Durant une visioconférence**, le 28 mai, Marianne Duperray, directrice des recommandations et du médicament, et Jean-Baptiste Méric, directeur du pôle santé publique et soins, ont répondu en direct aux questions des internautes sur le déconfinement. •

→ **Afin de permettre aux patients** d'accéder facilement aux informations essentielles sur la pandémie de Covid-19, une campagne de bannières a été diffusée sur les réseaux sociaux Facebook et Instagram, du 13 au 20 mai. •

Consultation citoyenne

Une place inédite dans
la construction de la politique
de lutte contre les cancers



Plus de 380 000 nouveaux cas de cancer sont recensés chaque année en France. La maladie est présente dans le quotidien des Français (patients, proches, aidants). L'objectif de la stratégie décennale de lutte contre les cancers est de faire reculer le cancer, d'en alléger le poids dans le quotidien des personnes. Chargé par la loi d'établir une proposition de stratégie décennale ensuite soumise à la décision du président de la République et du gouvernement, l'Institut a organisé une consultation citoyenne dont les résultats ont pu témoigner de l'intérêt porté au sujet et de la grande adhésion de nos concitoyens aux actions envisagées. ●●●

23 277

C'est le nombre de votes comptabilisés sur la plateforme de consultation citoyenne.

91%

des Français estiment que la stratégie proposée par l'Institut permettra de lutter efficacement contre le cancer.

Missionné par le gouvernement pour élaborer la stratégie de lutte contre les cancers des dix prochaines années, l'Institut national du cancer a, dès l'origine, fait le pari d'un processus de concertation et de co-construction. Une première consultation publique a été organisée en 2018 pour recueillir les attentes et les préoccupations des Français. Elle a été suivie par une large concertation des parties prenantes, impliquant les instances de l'Institut et l'ensemble de ses partenaires et acteurs de la lutte contre les cancers sur le territoire métropolitain et ultramarin. Ces deux années de travail collectif ont permis d'élaborer un premier projet de stratégie décennale, structuré autour de quatre grands axes : améliorer la prévention, limiter les séquelles et améliorer la qualité de vie des patients, lutter contre les cancers de mauvais pronostic et s'assurer que les progrès bénéficient à tous.

UNE CONSULTATION CITOYENNE INÉDITE

Lancée en septembre 2020, cette seconde consultation, réalisée par Cap Collectif et BVA, visait à s'assurer que les orientations stratégiques et actions envisagées par l'Institut répondaient aux attentes des Français, qui avaient également la possibilité de commenter l'ensemble des propositions et d'en ajouter de nouvelles. Un site dédié, consultation-cancer.fr, a été déployé. Une large campagne de communication a invité les citoyens à prendre connaissance de l'intégralité de la proposition de l'Institut et à faire part de leurs avis et propositions. En trois semaines, plus de 23 200 votes ont été recueillis et 561 contributions ont été déposées, démontrant l'intérêt des Français.

UNE ADHÉSION MASSIVE AU PROJET DE STRATÉGIE DÉCENNALE

L'étude qualitative, confiée à l'Institut de sondage BVA Santé, a révélé une très large adhésion des participants au projet. 91 % d'entre eux ont en effet jugé pertinente la proposition globale de l'Institut national du cancer pour faire reculer le cancer en France. Lors de la consultation en ligne, les votes positifs recueillis ont oscillé entre 85 % pour la prévention et 95 % pour les mesures transversales, avec un fort plébiscite pour les actions portant sur la recherche.

UNE FEUILLE DE ROUTE ENRICHIE GRÂCE AUX FRANÇAIS

Au-delà de cette forte adhésion, la consultation a également permis à l'Institut d'enrichir sa feuille de route initiale. Après une analyse des 561 contributions déposées, 11 actions ont été ajoutées, issues de propositions des internautes, principalement dans les domaines de la prévention, de la limitation des séquelles et de l'amélioration de la qualité de vie. Trente-cinq actions de la stratégie ont été complétées grâce aux très nombreuses contributions.

UN CHIFFRE

11

actions supplémentaires ont été intégrées à la stratégie décennale à la suite des propositions recueillies lors de la consultation citoyenne.

3 DATES

22 septembre

lancement de la consultation citoyenne sur le site consultation-cancer.fr

27 novembre

approbation à l'unanimité de la stratégie par le conseil d'administration de l'Institut

Décembre

remise de la stratégie au gouvernement

Cette version ainsi enrichie de la proposition de stratégie de lutte contre les cancers a été présentée et approuvée à l'unanimité par le conseil d'administration de l'Institut, le 27 novembre 2020. La proposition a été remise au gouvernement en décembre. Le président de la République, le 4 février 2021, a fixé le contenu de la nouvelle stratégie décennale de lutte contre les cancers, en lui assignant des objectifs ambitieux et en accordant une augmentation de 20 % aux financements qui y seront consacrés. Sur les 234 actions proposées par la stratégie, 78 seront lancées dès 2021. Toutes au service de nos concitoyens. ●

220

propositions initiales soumises au vote des Français.

35

contributions retenues pour préciser et compléter des actions existantes.

INTERVIEW

« La consultation citoyenne a permis d'ouvrir à tous la critique de nos idées et la possibilité de proposer des modifications et des nouvelles actions. »

Déborah CVETOJEVIC

Responsable de la mission d'appui à la stratégie et partenariats

La consultation citoyenne lancée par l'Institut aura été très importante. Quel bilan en tirez-vous ?

D.C.: Cette consultation témoigne d'un processus de concertation ambitieux et inédit. En effet, nous n'avons pas seulement recueilli les attentes et préoccupations de nos concitoyens, comme c'est souvent le cas dans ce type d'exercice. Nous avons fait le choix de revenir vers eux pour leur soumettre notre projet et vérifier que nos propositions restaient cohérentes avec leurs priorités. C'est là toute la force de ce processus. Les participants se sont sentis particulièrement concernés par le sujet et ont été nombreux à nous apporter des retours très précis, tant pour modifier certaines actions que pour enrichir le projet.

Au-delà de la satisfaction suscitée par cette participation, qu'est-ce que cette consultation a changé ?

D.C.: Selon une étude BVA menée à notre demande auprès des participants, 91 % des personnes jugent notre proposition pertinente pour faire reculer le cancer en

France. Il était très important pour l'Institut de s'assurer de cette convergence de points de vue, car elle préfigure une mise en œuvre plus efficace de la stratégie décennale. Les suggestions de nos concitoyens nous ont également permis d'enrichir notre feuille de route. Onze nouvelles mesures ont émergé suite à des propositions des internautes, et de nombreuses mesures existantes ont été complétées grâce à leurs contributions.

Pouvez-vous nous donner quelques exemples ?

D.C.: L'une des préoccupations a porté sur l'intégration de la socio-esthétique au panier de soins de support. En réponse à cette attente forte et conformément à nos processus de validation scientifique, nous nous sommes engagés à lancer des études pour évaluer les apports de la socio-esthétique en vue de cette intégration. Le sujet de l'environnement a également été fréquemment abordé. Un participant a, par exemple, suggéré de mieux informer les consommateurs sur les

000

produits contenant des substances dangereuses. Nous avons trouvé l'idée pertinente et avons donc ajouté une action intitulée « Identifier les substances dangereuses dans les produits du quotidien et améliorer l'information sur leur bonne utilisation » à notre projet de stratégie. Ce sont

des exemples parmi d'autres. Tous ces ajouts, précisions, suggestions nous ont vraiment confortés dans l'utilité de cette démarche. Et nous sommes fiers que les participants puissent se prévaloir d'avoir apporté leur pierre à l'édifice de la lutte contre les cancers. ●

« La mobilisation issue de la consultation citoyenne nous sera très utile pour faire vivre les 234 mesures de la stratégie sur la durée. »

Déborah CVETOJEVIC

Responsable de la mission d'appui à la stratégie et partenariats

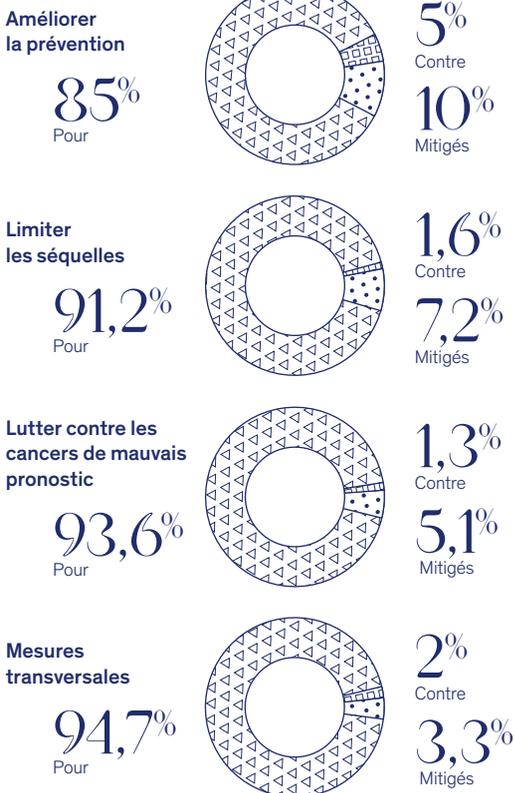
UN RETOUR GLOBALEMENT TRÈS POSITIF SUR NOS PROPOSITIONS D'ACTIONS

Étude BVA

Pensez-vous que les axes proposés vont permettre de lutter efficacement contre les cancers dans les années à venir ?



RÉPARTITION DES CONTRIBUTIONS PAR AXE



Nos actions, C'EST AUSSI...

L'INSTITUT NATIONAL DU CANCER SOUTIEN LE NOUVEL INSTITUT,

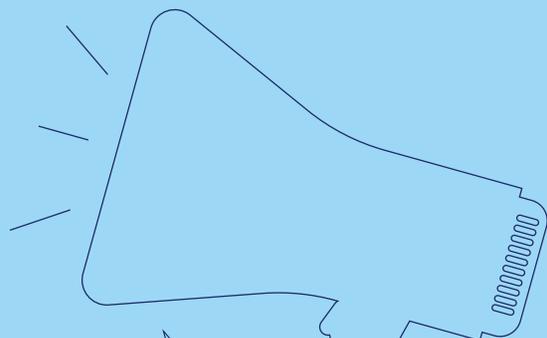
une association qui mobilise entreprises, pouvoirs publics, syndicats et chercheurs. Son projet « Travail et cancer du sein dans les entreprises et les organisations » contribue au maintien en emploi, en expérimentant des dispositifs innovants en entreprise, pour permettre à celles et ceux qui le souhaitent de travailler pendant ou après un cancer. ●

ORGANISÉ EN ATELIERS,

le Comité de démocratie sanitaire a travaillé sur le référentiel organisationnel pour améliorer la coordination des soins oncologiques de support, à la fois du point de vue des patients et des professionnels de santé. Ce travail a permis d'identifier les freins et les leviers afin d'assurer un meilleur recours aux soins oncologiques de support. ●

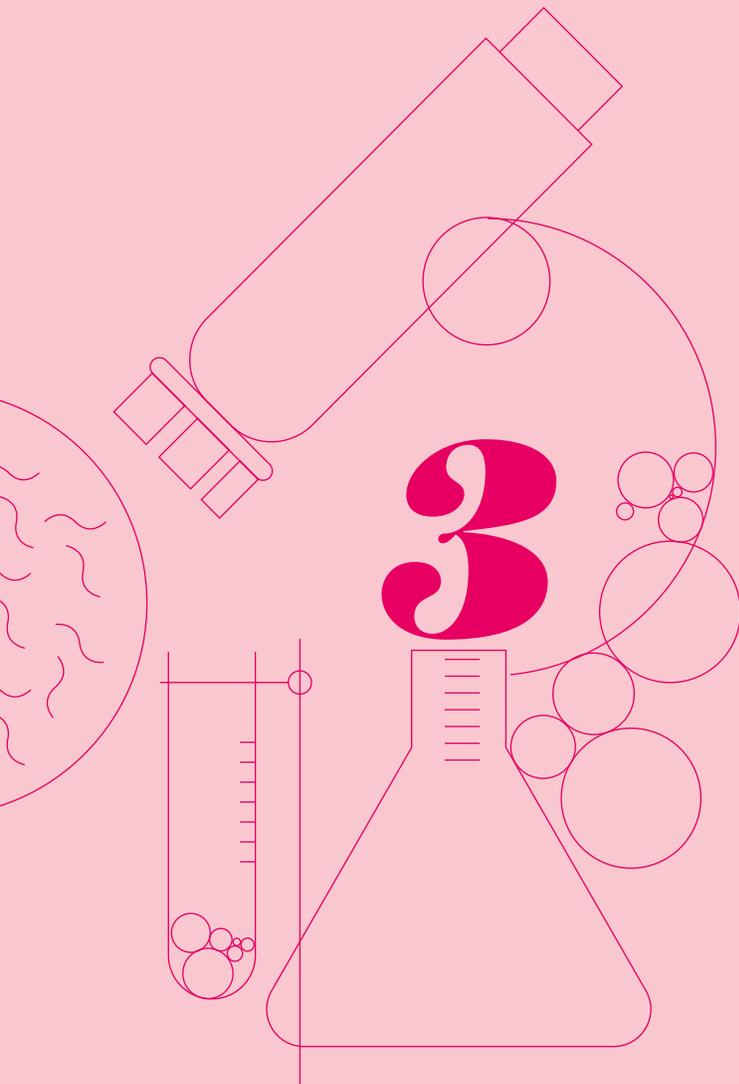
→ Dans le cadre de sa charte **Cancer et Emploi**, l'Institut a publié début 2020 son premier livret, « Mots et attitudes face à la maladie », qui donne des clés aux entreprises pour accompagner leurs salariés touchés par la maladie. ●

→ La « **Charte des 11 engagements** » a été signée par 50 entreprises et concerne désormais plus de 1 500 000 salariés. Son objectif est de promouvoir les éléments-clés du bon accompagnement des salariés touchés par le cancer dans une démarche de maintien et de retour en emploi. ●



Cancérologie pédiatrique

La recherche encore
plus mobilisée



Chaque année, en France, environ 2 200 nouveaux cas de cancers sont diagnostiqués parmi les enfants et les adolescents. Même si le taux de survie à cinq ans dépasse 80 %, ces cancers restent la première cause de décès par maladie chez les enfants de plus d'un an. Les deux tiers de ceux qui ont survécu auront des séquelles. Les efforts sont donc poursuivis, et amplifiés, dans tous les champs de la recherche, autour de trois objectifs majeurs : mieux comprendre, guérir plus et guérir mieux. ●●●

80%

C'est le taux de survie à cinq ans après le diagnostic.

2 200

enfants (de 0 à 17 ans) nouvellement atteints chaque année, dont 450 nouveaux cas chez les adolescents de 15 à 17 ans.

Les cancers des enfants diffèrent de ceux des adultes, ils sont localisés à d'autres endroits et se développent plus rapidement. Les principaux types de cancers observés chez les enfants et les adolescents sont les leucémies, les tumeurs du système nerveux central et les lymphomes.

UNE DOTATION SUPPLÉMENTAIRE DE 5 M€ POUR COMPLÉTER LES ACTIONS DES TROIS PLANS CANCER

Grâce aux trois plans cancer, de nombreuses actions structurantes ont été menées pour lutter contre les cancers des enfants, des adolescents et des jeunes adultes. La recherche s'est mobilisée pour améliorer les connaissances et l'accès à l'innovation thérapeutique. Toutes ces actions répondent à trois objectifs majeurs : mieux comprendre, guérir plus et guérir mieux. Depuis 2019, 5 millions d'euros supplémentaires sont dédiés chaque année à la recherche fondamentale en cancérologie pédiatrique. Dans ce cadre, le plan d'actions est co-construit avec les associations de parents réunies au sein d'un groupe de travail dédié appelé « Task Force », sous l'égide de l'Institut.

POURUIVRE LES MESURES STRUCTURANTES

En 2020, l'Institut a poursuivi ses efforts en cancérologie pédiatrique, au travers des appels à projets libres et des outils innovants en collaboration avec l'Inserm et l'ITMO¹ Cancer d'Aviesan², qui rassemble les principaux organismes de recherche en sciences de la vie (voir interview). Afin de partager et créer des coopérations et des synergies, l'Institut interagit avec ses partenaires : Fondation ARC pour la recherche sur le cancer, Ligue contre le cancer, Société française de lutte contre les cancers et les leucémies de l'enfant et de l'adolescent, qui regroupe des cliniciens et des chercheurs en pédiatrie, mais également avec le LEEM³ et l'ARIIS⁴.

SE Doter des outils pour faire naître plus d'innovations de rupture

Par ailleurs, pour booster la recherche fondamentale, à l'issue des réflexions issues de la Task Force, trois actions prioritaires ont été lancées en 2020 : l'appel à candidatures pour créer un consortium de recherche sur les causes et les origines des cancers pédiatriques (voir interview), celui sur l'aide à la mobilité internationale, qui a été reconduit en 2020 avec plusieurs évolutions proposées par la Task Force, et l'appel à projets « High Risk High Gain ». Ce dernier appel à projets, inédit en France, financera des idées de rupture pour explorer de nouvelles pistes originales permettant des avancées pour la prévention, le diagnostic et le traitement des cancers de l'enfant. Si les hypothèses s'avèrent concluantes, elles pourront servir de leviers à d'autres projets.

UN CHIFFRE

3

collectifs constituent la Task Force, sous l'égide de l'Institut : le collectif Gravir avec 13 organisations, l'UNAPECLE* avec 37 associations, le collectif Grandir sans cancer avec plus de 200 associations et soignants.

* UNAPECLE : Union des associations de parents d'enfants atteints de cancer ou leucémie

3 DATES

Janvier

appel à candidatures « Recherche en cancérologie pédiatrique : allocations postdoctorales et aides à la mobilité internationale »

Mai

- appel à candidatures « Consortium origines et causes des cancers pédiatriques »
- appel à projets « Projets "High Risk High Gain" de recherche sur les cancers pédiatriques »

Septembre

première réunion du comité de suivi des appels à candidatures

ET DEMAIN ?

En cohérence avec la stratégie décennale, l'Institut continuera à imaginer de nouveaux outils et à favoriser une mobilisation forte de tous les acteurs pour faire avancer la recherche en cancérologie pédiatrique afin de faire reculer les cancers de l'enfant et améliorer la qualité de vie des jeunes patients sur le long terme. ●

① Institut thématique multi-organisme.

② Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé.

③ Syndicat des entreprises du médicament.

④ Alliance pour la recherche et l'innovation des industries de santé.

5 millions d'euros supplémentaires chaque année pour soutenir la recherche fondamentale sur les cancers pédiatriques.

2^e cause de décès, après les accidents, chez les enfants de plus d'un an.

2 enfants sur 10 atteints de cancer ne sont pas guéris.

2/3 des enfants guéris de leur cancer souffrent de séquelles liées à la maladie et aux traitements reçus.

INTERVIEW CROISÉE

« Faire avancer la recherche sur les causes et les origines des cancers de l'enfant est aussi une demande forte des familles. »

Alain EYCHÈNE

directeur du pôle recherche et innovation

Natalie**HOOG-LABOURET**

responsable de la mission de recherche en pédiatrie

Quelles sont les synergies avec l'Inserm et l'ITMO Cancer d'Aviesan ?

N.H.-L.: Nous travaillons ensemble sur un même objectif, avec chacun nos spécificités. Ces synergies sont facilitées par le fait d'avoir le même directeur, en l'occurrence Alain Eychène. En 2020, nous avons travaillé sur deux outils structurants : une cartographie des chercheurs et une bibliographie. La cartographie permet d'être plus transparent vis-à-vis des différents publics (professionnels, parlementaires ou associations). Elle apporte un éclairage concret et nous donne une meilleure connaissance des forces et faiblesses de la recherche française : où sont les chercheurs, qui sont-ils et que font-ils ? La bibliographie permet, quant à elle, de mettre l'accent sur

l'état des connaissances sur les cancers de l'enfant, comment elles s'enrichissent, etc.

A.E.: La cartographie démontre aussi que, contrairement à certaines idées reçues, il y a une forte proportion d'équipes de chercheurs au sein des différents organismes de recherche publique qui s'intéressent aux cancers pédiatriques. Elle montre la grande mobilisation nationale de la communauté scientifique dans ce domaine.

L'un des faits marquants de la recherche en cancérologie pédiatrique en 2020 est l'appel à candidatures pour la création d'un consortium sur les causes et les origines des cancers de l'enfant...

A.E.: Oui, les réflexions menées au sein de la Task Force ont mis

« Il s'agit de trouver de nouvelles modalités pour faire travailler ensemble toutes les équipes de recherche fondamentale, y compris les équipes ne travaillant pas habituellement sur les cancers de l'enfant. »

Natalie HOOG-LABOURET

Responsable de la mission de recherche en pédiatrie

en évidence la nécessité de fédérer au sein d'un consortium des équipes de recherche de disciplines et compétences différentes autour d'une question commune afin de faire progresser significativement la recherche sur les cancers de l'enfant. En 2020, un appel à candidatures a été lancé sur les causes et les origines des cancers pédiatriques, en particulier sur le rôle des facteurs génétiques, épigénétiques, environnementaux et l'influence des processus développementaux. C'est une vraie question de recherche, cruciale pour les parents, qui développent souvent un sentiment de culpabilité et souhaitent comprendre. Un comité d'évaluation a sélectionné les meilleures équipes pour former ce consortium, qui va élaborer un programme de recherche sur quatre années.

N.H.-L.: Il s'agit de trouver à travers cet appel à candidatures de nouvelles modalités pour faire travailler ensemble toutes les équipes de recherche fondamentale, y compris les équipes ne travaillant pas habituellement sur les cancers de l'enfant. Et de favoriser ainsi

une coopération interdisciplinaire afin de définir collectivement un programme de recherche intégré, permettant de lever les verrous conceptuels en cancérologie pédiatrique. Un comité de pilotage, composé de scientifiques internationaux, de membres de l'Institut et des représentants de la Task Force, se réunit chaque année afin d'assurer le pilotage et le suivi du consortium et du programme de recherche. ●

« La cartographie des chercheurs montre la forte mobilisation nationale de la communauté scientifique dans la lutte contre les cancers de l'enfant. »

Alain EYCHÈNE

Directeur du pôle recherche et innovation

Nos actions

C'EST AUSSI...

LE DROIT À L'OUBLI EST UNE AVANCÉE MAJEURE.

La grille de référence AERAS évolue régulièrement. Ainsi, certaines personnes ayant été atteintes d'un cancer ne sont plus tenues de le déclarer lors de la demande d'un prêt. Pour les adultes, cette non-déclaration concerne un protocole thérapeutique achevé depuis dix ans. Depuis le 1^{er} septembre 2020, pour tout cancer diagnostiqué avant l'âge de 21 ans (et non plus de 18 ans), et sans rechute constatée, ce délai est ramené à cinq ans. ●

Grille de référence AERAS



→ **La structuration du dispositif régional « AJA »** s'est poursuivie en 2020. L'amélioration de l'offre de soins dédiée aux adolescents et aux jeunes adultes (AJA) permet de répondre au besoin fréquent d'un recours à une double compétence en cancérologie de l'adulte et en cancérologie pédiatrique pour répondre aux caractéristiques de cette population, en transition vers l'âge adulte. ●

→ **Dans le cadre de son dispositif d'anticipation des innovations** (Horizon Scanning), l'Institut a publié en 2020 quatre rapports de synthèse sur des médicaments anticancéreux en cours de développement destinés à l'enfant et à l'adolescent, et susceptibles d'obtenir une autorisation de mise sur le marché en pédiatrie dans les prochains mois. ●

Accès aux médicaments

Un enjeu prégnant
et multidimensionnel



4

Les tensions d'approvisionnement et les ruptures de stock de médicaments anticancéreux concernent quasi uniquement des médicaments chimiques anciens et, pour la plupart, génériques. Elles sont au cœur des préoccupations des pouvoirs publics, des patients et des professionnels de santé. L'Institut contribue aux travaux de la feuille de route ministérielle 2019-2022 de lutte contre les pénuries par la mise en place de différents outils. L'Institut travaille également sur d'autres sujets concernant notamment le médicament, comme les stratégies thérapeutiques et l'accès à l'innovation. ●●●

4

avis ont été émis en 2020 par l'Institut national du cancer sur l'opportunité d'octroyer une recommandation temporaire d'utilisation (RTU) pour plusieurs médicaments.

26

médicaments de chimiothérapie orale conventionnelle ont fait l'objet d'un référentiel de prévention et de gestion des effets indésirables.

24

pays membres participent à l'action commune de Partenariat pour l'innovation des actions de lutte contre le cancer (IPAAC) pilotée par l'Institut national du cancer.

Aujourd'hui, les traitements médicamenteux contre les cancers sont pluriels : chimiothérapies conventionnelles, thérapies ciblées, hormonothérapies, immunothérapies et médicaments de thérapies innovantes comme ceux de thérapie génique. Prescrits seuls ou en association entre eux ou à d'autres traitements, ils représentent plusieurs défis : pour certains, leur disponibilité (pénuries), pour d'autres, leur mise à disposition précoce et encadrée (accès à l'innovation) et, pour tous, la meilleure efficacité thérapeutique tout en préservant au mieux la qualité de vie des patients qui les reçoivent. Face à ces enjeux, l'Institut, en collaboration avec tous les acteurs du champ du médicament, produit différents outils pour les professionnels de santé et les patients.

MIEUX GÉRER LES TENSIONS DE MÉDICAMENTS

Sous l'égide du Conseil scientifique des industries de santé (CSIS), l'Institut et le LEEM (Les entreprises du médicament) ont piloté un travail avec d'autres acteurs du champ du médicament qui a permis d'identifier 43 médicaments d'intérêt thérapeutique majeur (MITM) en cancérologie et de développer un outil pour réduire les tensions.

Il s'agit à la fois d'une base de données et d'une méthode d'analyse de la criticité de ces MITM par rapport aux risques de tensions d'approvisionnement ou de rupture de stock, et d'un recueil exhaustif des mesures d'amont et d'aval d'ordre sanitaire, réglementaire, industriel et économique. Fin 2020, le développement technique de la base de données a été achevé. Cette étape permettra de produire une « preuve de concept » (POC) pour évaluer et tester la robustesse de l'outil informatique et de la méthode.

MIEUX INFORMER SUR LES ALTERNATIVES

Les recommandations de bonnes pratiques de l'Institut représentent un outil complémentaire pour proposer des solutions pérennes face aux risques de pénurie. Pour tout nouveau projet d'élaboration de recommandations de bonnes pratiques cliniques (par cancer), l'historique des tensions de médicaments sera considéré. Cette démarche permettra d'identifier d'emblée les évolutions des conduites cliniques à tenir en cas de difficulté d'approvisionnement, pour un déploiement plus rapide dans les pratiques des professionnels de santé.

ÉVITER OU LIMITER LES EFFETS INDÉSIRABLES DES ANTICANCÉREUX

Préserver la qualité de vie des patients durant leur traitement est un enjeu majeur. C'est pourquoi l'Institut travaille à l'élaboration de référentiels pour la prévention et la gestion des effets indésirables.

3 DATES

25 février

première réunion du groupe de travail Work Package 9 (WP9) de l'IPAAC sur le suivi en vie réelle des immunothérapies spécifiques à Ljubljana (Slovénie)

28 octobre

publication de la mise à jour de l'avis d'experts sur les préconisations de traitement de la leucémie aiguë lymphoblastique chez l'enfant et chez l'adulte, dans un contexte national de rupture de stock d'Erwinase (crisantaspase)

9 décembre

déploiement technique de la base de données pénurie, permettant d'analyser la situation de chaque médicament d'intérêt thérapeutique majeur (MITM) en cancérologie

UN CHIFFRE

7

Grâce à la base de données pénurie, il sera possible, dès 2021, de réaliser pour 7 MITM un diagnostic précis du risque de tensions et d'identifier les mesures adaptées pour les prévenir ou les limiter.

Le référentiel publié en 2020 porte sur 26 médicaments de chimiothérapie conventionnelle par voie orale. L'objectif est de définir des conduites cliniques pour prévenir ou gérer les effets indésirables fréquents ou très fréquents, ou qualifiés de graves, ou faisant l'objet de mise en garde ou de précaution d'emploi de ces traitements. Le référentiel sera décliné en fiches par médicament pour les professionnels de premier recours et pour les patients. Toutes ces actions ont pour objectif d'améliorer l'accès rapide, équitable et sécurisé aux médicaments anticancéreux et de répondre aux attentes des patients, des professionnels de santé et des pouvoirs publics. ●

INTERVIEW

« En plus de notre propre outil d'Horizon Scanning, nous avons réalisé un benchmark des dispositifs d'anticipation des innovations en Europe. »

Marianne DUPERRAY

Directrice des recommandations et du médicament

Quelles sont les avancées sur l'approche innovante d'Horizon Scanning ?

M.D. : Cet outil d'anticipation a été développé en 2019 par l'Institut. Son objectif est d'identifier les médicaments cliniquement impactants et susceptibles d'obtenir une autorisation de mise sur le marché dans les 12 à 18 mois, afin d'organiser au mieux leur accès pour que les patients puissent en bénéficier le plus rapidement

possible, de façon encadrée. Il s'agit donc de préparer les aspects réglementaires et financiers, mais également en matière d'organisation des soins, si nécessaire. En 2020, malgré la pandémie, nous avons pu réaliser le deuxième cycle d'Horizon Scanning.

En quoi a consisté ce deuxième cycle ?

M.D. : Partant d'une base d'environ 10 000 essais cliniques, nous avons sélectionné les développements de médicaments qui pourraient avoir une autorisation de mise sur le marché (AMM) dans les 12 à 18 mois suivants et pour lesquels de premiers résultats étaient disponibles. Puis, nous avons réalisé avec les professionnels

« En 2020, malgré la pandémie, nous avons pu réaliser le deuxième cycle d'Horizon Scanning. »

de santé, par l'intermédiaire des sociétés savantes, un « scoring » de chaque médicament pour recueillir leur avis et établir la liste des médicaments priorités. Le retour d'expérience de 2020 nous a permis, par ailleurs, de proposer des axes d'amélioration pour le troisième cycle d'Horizon Scanning, initié en 2021.

Les dispositifs d'Horizon Scanning sont aussi au cœur des avancées réalisées en 2020 dans le cadre de l'initiative IPAAC...

M.D.: En effet, l'Institut pilote le groupe de travail européen dédié aux thérapies innovantes contre le cancer, appelé aussi Work Package 9 ou WP9. En 2020, nous avons avancé plus particulièrement sur deux axes. Nous avons, d'une part, dressé un état des lieux des différents systèmes d'Horizon Scanning existants, de leurs méthodes et de leurs champs grâce à un questionnaire envoyé aux

11 organisations européennes qui font partie de l'IPAAC. Nous avons, d'autre part, étudié le suivi en vie réelle des immunothérapies spécifiques avec un focus sur les patients traités par les cellules CAR-T. Ces travaux présenteront notamment l'état des lieux des initiatives existantes dans ce domaine, les attentes des différentes parties et les défis à relever. Les résultats seront publiés dans le courant de l'année 2021. ●

« Nous avons étudié le suivi en vie réelle des immunothérapies spécifiques avec un focus sur les patients traités par les cellules CAR-T. »

Marianne DUPERRAY

Directrice des recommandations
et du médicament

Nos actions, C'EST AUSSI...

L'INSTITUT A RENFORCÉ L'INDÉPENDANCE DE SES EXPERTISES VIA DEUX ACTIONS MENÉES EN 2020 :

- le double contrôle de la cohérence de toutes les déclarations publiques d'intérêts (DPI) des experts mobilisés avec les données déclarées par les industries de santé dans la base publique « Transparence santé » ;
- la transparence des relations de l'Institut et de ses collaborateurs internes et externes avec les industries de santé tout au long du processus d'expertise sanitaire. ●

DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS LANCÉ PAR L'INSTITUT EN SEPTEMBRE,

à destination des 16 centres labellisés de phase précoce CLIP², une convention de collaboration a été signée entre l'Institut et AstraZeneca. Elle met à la disposition de ces centres neuf molécules de son pipeline en oncologie. L'objectif : mener des essais cliniques précoces académiques sur des molécules en cours de développement, dans plusieurs indications non encore explorées à ce jour, et en dehors de celles déjà explorées par le laboratoire.

→ **Afin de prévenir les effets indésirables des chimiothérapies conventionnelles**, les modalités de leur repérage précoce et les conduites à tenir en cas de toxicité avérée, l'Institut a élaboré un nouveau référentiel en 2020. ●

→ **L'Institut a labellisé des recommandations** de bonnes pratiques sur les conduites à tenir devant des patients atteints d'un méningiome de grade II et III. ●

→ **L'Institut a publié quatre avis** sur l'opportunité pour l'ANSM d'établir une recommandation temporaire d'utilisation (RTU) pour quatre traitements anticancéreux dans sept pathologies. ●

→ **Mise à jour de deux guides** destinés aux médecins généralistes. Ces guides, allant du diagnostic au suivi, portant sur les cancers du pancréas et de la thyroïde, ont été publiés en février. ●

Environnement

Une forte attente pour les Français, une priorité pour l'Institut national du cancer



Tendance forte des trois derniers Baromètres cancer, l'importance accordée par la population au lien entre survenue des cancers et exposition aux facteurs environnementaux a une nouvelle fois été démontrée en 2020 lors de la consultation citoyenne lancée par l'Institut national du cancer (voir chapitre 2). Les préoccupations exprimées par les participants à la consultation citoyenne, par exemple, sont notables sur des sujets tels que les pesticides, les gaz d'échappement, la 5G ou encore les perturbateurs endocriniens. Même si ce lien entre cancer et environnement reste souvent complexe à évaluer, l'Institut contribue à l'avancée des connaissances sur cette thématique importante. ●●●

95%

des Français pensent que l'air pollué et les aliments traités sont des facteurs de risque de cancer.

6%

des cancers seraient dus à l'environnement (pollution de l'air intérieur et extérieur, polychlorobiphényles ou PCB, pesticides).

Si les méfaits de certains constituants de notre environnement sont connus – comme les UV ou le radon –, l'identification des facteurs de risque environnementaux reste complexe. Par exemple, les expositions aux substances chimiques sont multiples, diffuses et involontaires. Il est donc difficile d'isoler une seule substance pour en connaître les effets et les mécanismes d'action. De plus, certaines substances réputées peu ou pas cancérigènes peuvent le devenir en interaction avec d'autres. L'Institut s'emploie, depuis plusieurs années, à soutenir les travaux de recherche dans ce domaine. En 2020, un vaste travail a été mené sur les perturbateurs endocriniens. Articulé autour de nombreux partenariats, il a fait l'objet d'un dossier publié sur le site e-cancer.

CHLORDÉCONE, UN PROGRAMME DE RECHERCHE INNOVANT POUR APPORTER UNE RÉPONSE SCIENTIFIQUE

Un ambitieux programme de recherche a également été lancé pour répondre à la question de la causalité entre les expositions au chlordécone (un insecticide utilisé pour lutter contre le charançon du bananier) et la survenue des cancers de la prostate dans les Antilles françaises. Ce programme a débuté, en 2020, par un appel à manifestation d'intérêt (AMI) auprès des chercheurs. Les candidatures ont été sélectionnées par un comité scientifique international indépendant, pour composer une équipe pluridisciplinaire. Elle travaillera en 2021 à l'élaboration d'un programme de recherche – soumis à l'approbation du Comité scientifique international – pour un début effectif avant la fin de l'année. D'une durée de cinq ans, ce programme devra permettre de clarifier le lien entre la survenue d'un cancer de la prostate et une exposition au chlordécone. L'Institut informera régulièrement la population antillaise de l'état d'avancement de ce programme.

DÉVELOPPER UNE SCIENCE DES SOLUTIONS

Au-delà de l'environnement physique, les comportements individuels influent largement sur la survenue des cancers. Leur responsabilité est aujourd'hui avérée pour 40 % d'entre eux, qui sont de fait évitables. Mais il est important de rappeler que les comportements individuels se développent et dépendent de l'environnement social et professionnel des personnes. C'est la vocation de la recherche interventionnelle. Pionnier en la matière, l'Institut s'attache, depuis plusieurs années, à articuler les savoirs des chercheurs et ceux des acteurs de terrain et des patients pour identifier les problématiques et les moyens de bâtir un environnement préservant la santé des Français. C'est notamment l'objet du projet Green-City, dont les premières conclusions, publiées en 2020, proposent des solutions d'aménagement du territoire afin de minimiser les risques environnementaux et de faire

UN CHIFFRE

+ de
80%

des cancers de la peau seraient liés à une exposition excessive au soleil.

3 DATES

5 juin

lancement d'un AMI pour le programme de recherche « chlordécone »

19 juin

lancement de la campagne de prévention « Du soleil dans nos vies »

25 et 26 novembre

réunion du Comité scientifique international pour la sélection du consortium des chercheurs en charge du programme « chlordécone »

de la ville une alliée de la santé. Dans cette même logique, l'Institut a proposé, dans sa contribution à un avis du Haut Conseil de la santé publique sur les UV, d'évaluer les possibilités d'aménagement de zones d'ombre dans les villes pour protéger la population, notamment infantile, des méfaits du soleil. L'Institut est également à l'origine d'un appel à projets sur la prévention du risque lié à l'exposition aux rayonnements UV à l'école et sur les espaces sans tabac.

Un travail de synthèse de la littérature a également été effectué dans le cadre de l'élaboration de la stratégie décennale, afin de proposer des actions, validées scientifiquement, et d'en favoriser la communication auprès de la population et des pouvoirs publics. Un appel à prestations sera lancé en 2021 pour éditer un guide pratique de recommandations à destination des collectivités territoriales. Un enjeu important, quand on sait que les deux tiers de la population mondiale vivront en ville d'ici 2050. ●

+ de
79% des Français estiment que vivre à côté d'une centrale nucléaire est un facteur de risque de cancer.

76% des Français environ pensent que les antennes relais de téléphonie mobile sont un facteur de risque de cancer.

5000 C'est le nombre de substances chimiques auxquelles l'individu est exposé à très faible dose tout au long de la vie. (Source : ITW A.D.)

INTERVIEW

« La volonté de l'Institut est de favoriser une société protectrice pour la santé des Français. »

Alice DESBIOLLES

médecin référent
prévention

On parle beaucoup des impacts de l'environnement sur la santé, mais qu'entend-on exactement par environnement ?

A.D. : Pour le grand public, le risque environnemental se limite souvent aux sources de pollution anthropiques, comme la pollution de l'air, les pesticides, ou aux expositions naturelles, comme le radon ou les UV. L'acception de l'Institut est beaucoup plus large et inclut l'environnement à la fois social, sociétal, marketing, fiscal, territorial et urbanistique, qui influe très fortement sur les comportements, et donc sur les risques de cancer.

Agir sur la prévention implique donc de faire évoluer les modèles sociétaux ?

A.D. : C'est l'ambition déployée par l'Institut dans la stratégie décennale, qui, dans son premier axe, vise à favoriser une société dans laquelle la prévention des cancers ne reposerait pas uniquement sur les choix individuels, mais aussi sur le déploiement d'une prévention passive, ne nécessitant pas d'effort pour les individus.

Qu'entendez-vous par prévention passive ?

A.D. : C'est une organisation de la

société qui contribuerait à la fois à limiter les risques de cancer et à faciliter des comportements favorables à la santé. L'Institut a, sur ce sujet, proposé un certain nombre d'actions portant à la fois sur les leviers traditionnels, fiscaux et réglementaires, mais aussi sur l'aménagement du territoire

avec la création d'espaces verts, de zones d'ombre, de pistes cyclables pour favoriser les mobilités actives. L'objectif est vraiment de permettre aux populations de s'épanouir dans un environnement d'emblée favorable à la santé. ●

« La recherche sur l'environnement est un axe prioritaire pour l'Institut. »

Jérôme FOUCAUD

Responsable du département recherche en SHS, santé publique et épidémiologie

Les Français se préoccupent du poids de l'environnement sur le risque de cancer.

Est-ce fondé ?

J.F. : Pour le seul environnement physique, les Français surestiment largement le risque. 95 % de la population pense, par exemple, que respirer de l'air pollué est un fort facteur de risque¹, alors que la pollution de l'air extérieur n'intervient que pour 0,4 % des cancers, selon les chiffres dont nous disposons aujourd'hui. Mais qu'il soit plus ou moins observable statistiquement, le lien entre cancer et environnement est une préoccupation forte des Français que l'Institut doit prendre en compte.

L'environnement comporte un très grand nombre de facteurs, comment identifier avec précision le rôle de chacun ?

J.F. : C'est toute la difficulté. Chaque individu est de plus confronté à des expositions multiples tout au long de la vie, c'est ce que le concept d'« exposome » essaie d'approcher. Il est donc très difficile d'isoler

les différents facteurs de risque. Les éléments interagissent aussi entre eux, c'est le fameux effet cocktail. Ce domaine tentaculaire est au cœur des axes de recherche que l'Institut encourage à développer dans la stratégie décennale.

Des actions de prévention sont-elles cependant possibles ?

J.F. : Bien sûr. Les rayonnements UV sont, par exemple, un facteur environnemental de risque largement démontré. La campagne de prévention « Du soleil dans nos vies », menée en 2020, visait notamment à le rappeler. Dans le cadre du programme Green-City, l'Institut a contribué, en 2020, à la publication des préconisations pour aménager des espaces verts en milieu urbain contribuant à minimiser les risques UV, améliorer la qualité de l'air et réduire les inégalités sociales de santé. ●

¹ Baromètre cancer, 2015.

« Nous avons pris acte des attentes des Français par rapport à l'environnement et les avons intégrées dans notre stratégie décennale. »

Alice DESBIOLLES

Médecin référent prévention

« Changer les comportements implique surtout de changer les environnements. »

Jérôme FOUCAUD

Responsable du département recherche en SHS, santé publique et épidémiologie

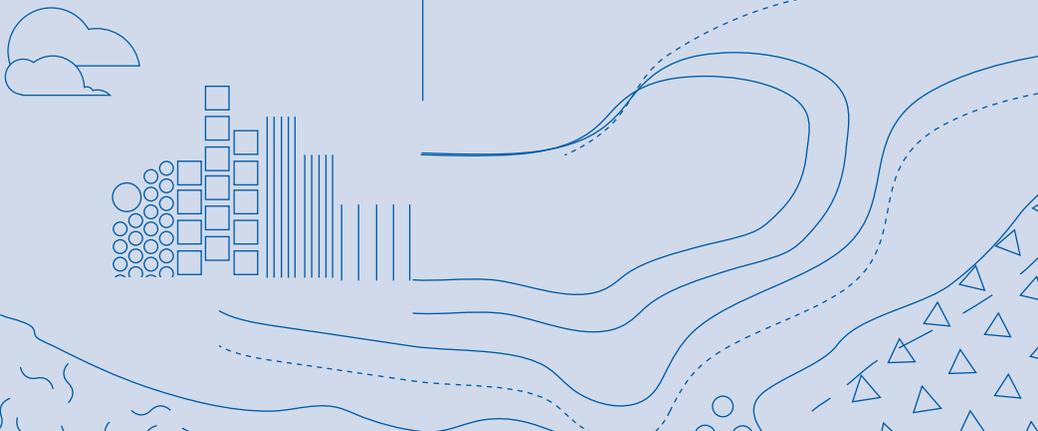
Nos actions,
C'EST AUSSI...

LES JOURNÉES SCIENTIFIQUES SUR LE DÉPISTAGE DES CANCERS,

organisées par l'Institut, se sont tenues les 4 et 5 février à Paris. Ouvertes à tous, elles ont été organisées autour de sept sessions plénières et 35 interventions. À l'ordre du jour, entre autres : la mesure des comportements, les perspectives européennes, les inégalités sociales et territoriales, freins et leviers, les perspectives avec l'intelligence artificielle, le dépistage du cancer du poumon et la personnalisation selon le niveau de risque. ●

→ **Les relations entre les facteurs nutritionnels** et leurs impacts pendant ou après un cancer ont fait l'objet d'un rapport d'expertise publié par l'Institut en octobre. ●

→ **L'Institut a dédié une journée scientifique aux recherches relatives à la prévention primaire** sur les thématiques de l'alcool, l'alimentation et l'activité physique. Cet événement s'est tenu le 28 septembre. ●



Communi- cation

Vers un changement
des comportements



Début 2020, la pandémie a investi la quasi-totalité de l'espace public, ne laissant que très peu d'espace aux messages de prévention sur les autres maladies. Un manque d'information regretté par un grand nombre de Français. Dès la fin du premier confinement, l'Institut national du cancer a donc fait le choix de relancer ses campagnes de communication pour répondre à leur demande et continuer à accompagner les professionnels de santé et les patients dans ce contexte sanitaire si singulier. ●●●

Source : enquête BVA 2020

95%

des Français estiment que la prévention est un moyen très efficace de limiter les risques de maladie.

54%

des Français ont déclaré ne pas avoir eu assez d'informations sur la prévention des autres maladies (cancers, maladies cardiovasculaires, diabète, par exemple) pendant la période du premier confinement.

Le changement des comportements individuels permettrait d'éviter 40 % des cancers. Les programmes de dépistage, par leur capacité à faciliter un diagnostic précoce, contribuent également à augmenter les chances de guérison, à diminuer le poids des traitements et à limiter les séquelles. Chacun peut donc lutter activement contre les risques de cancer. C'est pourquoi l'Institut s'emploie, depuis des années, à diffuser des messages de prévention et d'incitation au dépistage. En 2020, l'omniprésence de la pandémie dans l'espace médiatique a fait peser un risque de saturation du public vis-à-vis des messages de santé. Afin d'adapter sa stratégie de communication, l'Institut a donc interrogé les Français pour mesurer l'incidence du contexte sanitaire sur l'opinion.

PRENDRE LE POULS DE LA POPULATION

Menée en avril 2020 par l'Institut BVA, l'étude a révélé que 54 % des Français se sentaient insuffisamment informés sur la prévention des autres maladies. Un tiers d'entre eux jugeait que le confinement avait eu un impact négatif sur leur santé et près de la moitié se déclarait fataliste face au cancer, une augmentation sensible. Autant de tendances qui ont milité en faveur d'une reprise de parole. Dès la sortie du premier confinement, une campagne a été lancée pour faire connaître aux malades les réponses à leurs questions et les aider à gérer au mieux leur cancer en période de Covid-19. Les communications sur la prévention et le dépistage ont également été relancées.

RÉAFFIRMER LE RÔLE DE LA PRÉVENTION PRIMAIRE

Conforté par les résultats de l'étude BVA, l'Institut a maintenu la prévention primaire comme axe prioritaire de sa communication. Initialement prévue en mars, la campagne de prévention, qui portait sur les facteurs de risque de cancer incluant l'alimentation, l'alcool, le tabac et l'activité physique, responsables de plus de 40 % des cancers, a été lancée au cœur de l'été 2020 dans plusieurs types de médias. Un partenariat avec Grand-Mercredi, média destiné aux grands-parents, sur les dangers de l'exposition solaire pour eux et leurs petits-enfants a aussi été renouvelé.

RELANCER LES CAMPAGNES DE DÉPISTAGE

Après quelques semaines de suspension de l'envoi des invitations aux dépistages des cancers du sein et du cancer colorectal, l'Institut a également cherché à remobiliser les publics cibles de ces programmes. Le rythme de ces invitations étant lié aux dates d'anniversaire des personnes concernées, il est régulier tout au long de l'année. Décision a donc été prise en 2020 de développer une campagne de communication au long cours dite « Fil rouge ». Lancée en juin, elle dédramatise le dépistage en faisant appel aux souvenirs

UN CHIFFRE

17%

des Français savent que « 40 % des cancers sont évitables ». Ils n'étaient que 13 % en 2019 et 5 % en 2018.

5 DATES

11 mai

lancement de la campagne « Covid-19 et cancer »

19 juin

lancement de la campagne de prévention du risque solaire « Du soleil dans nos vies » avec Grand-Mercredi

22 juin

lancement de la campagne de promotion des dépistages des cancers du sein et du cancer colorectal

13 juillet

lancement de la campagne de prévention « 40 % des cancers sont évitables »

26 octobre

lancement de la campagne de prévention et de dépistage des cancers du sein

générationnels de la population ciblée : les 50 ans et plus. Diffusée sur les réseaux sociaux, la campagne a aussi été relayée tous les jours jusqu'à la fin de l'année sur près de 5 600 écrans présents dans les maisons de santé et les salles d'attente des médecins. Enfin, une campagne sur les moyens de lutter contre les cancers du sein – par la prévention et le dépistage – a été déployée en octobre 2020. En faisant le choix d'une forte présence dans cette année si singulière, l'Institut a continué à faire évoluer les représentations des Français et à les faire réfléchir sur leurs habitudes de vie, premiers pas vers un changement des comportements. Les évaluations menées à l'issue des campagnes attestent de l'efficacité en ce domaine. ●

87% des Français déclarent que la campagne de prévention des cancers leur a fait prendre conscience des comportements à adopter.

INTERVIEW CROISÉE

« Dans ce contexte pandémique, l'Institut se devait, plus que jamais, de rester présent aux côtés de tous les Français. »

Emmanuel COLLIN
Directeur de la communication et de l'information

Catherine BACHELOT-FACCENDINI
Responsable de projets, département campagnes, direction de la communication et de l'information

Le contexte de 2020 n'était pas, a priori, propice à la communication sur les autres maladies, pourquoi avoir décidé de poursuivre et même d'amplifier les campagnes d'information de l'Institut ?

E.C.: Le cancer ne s'est pas arrêté avec la pandémie. Il était important d'en témoigner et aussi de prendre en compte le très grand désarroi d'une certaine partie de la population, connaissant un sur-risque de cancer ou déjà atteinte par le cancer, dans cette période très anxiogène. C'est ce qui nous a conduits à continuer à communiquer auprès de tous nos publics malgré la saturation de l'espace médiatique.

C.B-F.: L'enjeu est de faire prendre conscience à chacun qu'il peut être acteur de la lutte contre les cancers par l'information sur la prévention

et par le dépistage. S'agissant du dépistage, la pandémie avait conduit à stopper les invitations pendant une période de trois mois. Lorsque l'activité a repris, il nous a paru nécessaire, plus encore, de la soutenir.

En 2020, la tonalité des campagnes de l'Institut a été plus légère et interactive, pourquoi ce choix ?

E.C.: D'une certaine manière, nous sommes là pour annoncer une bonne nouvelle : nous ne sommes pas impuissants face au cancer. La campagne « 40% » avait pour objectif d'inciter à la responsabilisation individuelle en montrant les bénéfices de la modification de nos comportements. La tonalité de cette campagne était aussi en résonance avec ce que la population était prête à entendre dans ce contexte si particulier.

C.B.-F.: Sur le sujet des dépitages, des études menées ces dernières années ont révélé l'existence d'un certain nombre de freins psychologiques. Nous avons cherché à en lever certains, notamment en dédramatisant et en tentant une tonalité plus légère. C'est le sens du levier du souvenir générationnel, sur lequel joue notre campagne. Le choix de ce registre plus souriant était aussi un moyen de créer de la proximité et de l'interactivité, et cela a été le cas.

L'impact de ces nombreuses prises de parole sur le comportement des Français est-il d'ores et déjà mesurable ?

E.C.: L'impact de nos prises de parole est mesurable par les post-tests que nous effectuons sur nos campagnes. En 2020, la campagne prévention de l'Institut a été jugée utile par 90 % des Français. Elle a incité nos concitoyens, et en particulier les plus défavorisés d'entre eux, à « se renseigner sur les comportements à adopter pour prévenir certains cancers » (63,3 % pour l'ensemble de la population et 67,2 % pour les CSP-). Cela a validé le pari qui a été le nôtre de continuer à communiquer.

C.B.-F.: Les études régulières que nous menons confirment l'importance de la répétition de nos messages pour

faire évoluer les perceptions face au risque de cancer. L'augmentation de la connaissance du pourcentage de cancers liés à des facteurs de risque évitables, qui est passé de 5 % en 2018 à 17 % cette année, est encourageante, mais loin d'être satisfaisante. Nous restons mobilisés pour poursuivre et amplifier nos actions. ●

« En faisant de la préservation de la santé un enjeu sociétal fort, la pandémie a finalement donné un nouvel écho à nos messages de prévention. »

Emmanuel COLLIN

Directeur de la communication et de l'information

« Beaucoup de Français pensent encore qu'on ne peut rien faire contre les cancers. Lutter contre ce sentiment de fatalité est l'une de nos priorités. »

Catherine BACHELOT-FACCENDINI

Responsable de projets, département campagnes, direction de la communication et de l'information

Nos actions, C'EST AUSSI...

LA COLLECTION CANCER INFO

propose des guides d'information et de référence pour les personnes malades et leurs proches. En 2020, trois guides (cancers de l'ovaire, du côlon et du rectum) ont été actualisés et publiés avec une nouvelle maquette, mieux structurée, davantage illustrée et plus lisible au service des personnes malades. Un nouveau guide consacré à l'accompagnement du patient, « J'ai un cancer : comprendre et être aidé », complète désormais la collection. ●

11 557 000

personnes se sont rendues
sur e-cancer.fr en 2020

PRÉSENCE DE L'INSTITUT DANS LES MÉDIAS EN 2020

27 prises de parole

313 pages d'espace rédactionnel

6h08 de temps d'antenne

3 millions d'euros bruts d'équivalent publicitaire

2 milliards d'occasions de voir

Cet indicateur correspond au nombre potentiel de contacts qu'une publication peut toucher (quel que soit le média). Il permet de mesurer son rayonnement et son impact auprès d'une audience.

Innovations

Des solutions
au bénéfice de tous



La capacité d'innover fait partie de l'ADN de l'Institut, qui, avec le soutien de ses partenaires et de la Direction générale de la santé (DGS), a été pionnier en France dans le développement de la recherche interventionnelle en santé des populations, aussi appelée « science des solutions ». Aujourd'hui, l'Institut continue à développer les innovations au travers d'appels à projets, libres ou thématiques, mais aussi de collaborations ou dispositifs novateurs, au niveau national et international, avec la mise en place de réseaux de recherche prometteurs. ●●●

+ de
200 acteurs, parmi
lesquels des patients
et des aidants, ont
apporté une contribution
au Living Lab en moins
d'un an d'existence.

80 participants, patients, aidants,
professionnels de santé,
institutionnels, financeurs
et start-up, ont activement
pris part à la définition
du Living Lab de l'Institut.

Malgré la pandémie, l'année 2020 a été riche en appels à projets et dispositifs innovants, comme le Living Lab (voir interview), premier living lab national porté par une institution publique et dont l'enjeu est de développer, dans une dynamique collaborative, des solutions nouvelles immédiatement bénéfiques pour les patients. L'Institut a également lancé une dizaine d'appels à projets sur la thématique « Sciences humaines et sociales, épidémiologie et santé publique », pour stimuler la recherche et l'innovation dans les différents temps et champs du cancer. Pour soutenir des projets de recherche fondamentale et translationnelle très innovants en cancérologie pédiatrique, l'Institut a également lancé l'appel à projets High Risk High Gain, qui vise à financer des projets de recherche originaux et audacieux (voir chapitre 3, page 20).

L'année a aussi été marquée par le renforcement de la coopération internationale et européenne (voir interview), cruciale pour susciter de nouvelles opportunités de recherche et d'innovation au service des patients, professionnels de santé et chercheurs.

UNE CHAIRE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE DANS LE CHAMP DE LA CANCÉROLOGIE

La recherche en économie dans le champ du cancer est également une discipline à développer, car les besoins de connaissances sont importants, notamment sur les tensions d'approvisionnement des médicaments ou la place de l'économie dans la prévention (voir chapitre 4). C'est pourquoi l'Institut et l'université Paris-Dauphine, en collaboration avec la Fondation du Risque, ont créé en décembre 2020 une chaire de recherche dans ce domaine autour de trois axes : analyse des pénuries de médicaments et des stratégies pour sécuriser les approvisionnements, analyse des méthodes d'évaluation médico-économiques et de leurs applications à la cancérologie, analyse de la légitimité et de l'efficacité des incitations financières aux comportements préventifs.

UN DISPOSITIF COLLABORATIF ORIGINAL SUR TABAC ET ALCOOL

La recherche sur les facteurs de risques avérés comme le tabac et l'alcool représente un autre enjeu majeur. Afin d'attirer les jeunes chercheurs sur ces thématiques, l'Institut a lancé, en novembre 2020, un dispositif innovant et expérimental comprenant un appel à candidatures associé à un séminaire collaboratif. L'appel à candidatures s'adresse à de jeunes chercheurs ayant obtenu un doctorat au cours des dix dernières années, intéressés par les thématiques du tabac ou de l'alcool, sans en être des experts, et qui souhaiteraient proposer des idées novatrices. L'Institut a également innové dans sa démarche

UN CHIFFRE

8

ateliers thématiques structurent le Living Lab : annonce du diagnostic et parcours de soins ; séquelles et effets indésirables ; suivi conjoint ville-hôpital ; annonce de fin de traitement ; suivi social, droits et aides ; vie au quotidien ; mieux-être ; soins palliatifs.

4 DATES

30 juin

première réunion participative du Living Lab

28 septembre

séminaire « Triple A : Alcool, Activité physique et Alimentation »

9 décembre

séminaire « Tabac : recherche populationnelle et populations vulnérables »

17 décembre

séminaire « Oncogériatrie » dans le cadre des journées nationales de la Société francophone d'oncogériatrie (SFOG)

21 entretiens menés auprès d'un panel de patients, professionnels de santé, start-up, institutionnels, chercheurs, etc., pour investiguer des problèmes.

de sélection. Il a organisé un séminaire collaboratif afin que les treize meilleurs candidats, sélectionnés par un comité scientifique international, puissent se mesurer pour aboutir à une nouvelle sélection.

MAINTENIR UNE LONGUEUR D'AVANCE

L'impulsion donnée *via* ces initiatives de l'Institut national du cancer offre à chaque acteur l'opportunité d'apporter son expertise pour développer des solutions innovantes, adaptées à la réalité vécue par les patients et permettant à ces derniers de vivre mieux pendant et après la maladie. En 2021, l'Institut poursuit cette démarche en travaillant sur d'autres thématiques, comme la recherche en prévention primaire, l'implication des patients dans la recherche ou l'« empowerment » des patients dans une perspective de démocratie sanitaire, la psychoncologie ou encore l'innovation interventionnelle. ●

INTERVIEWS

« Le Living Lab favorise l'intelligence collective et une co-construction permanente avec les patients. »

Tristan ROUÉ

Responsable du Living Lab

Comment s'est déroulé le lancement du Living Lab de l'Institut ?

T.R.: Nous avons organisé deux demi-journées de lancement en visioconférence, le 30 juin et le 1^{er} juillet 2020, pour lesquelles nous avons réuni tous les publics ciblés par le Living Lab : patients, aidants, professionnels de santé, institutionnels, start-up et financeurs. Nous avons mis en situation ces 80 participants pour lancer une nouvelle dynamique avec un fonctionnement agile et une méthodologie collaborative. L'objectif était de co-construire les

bases de ce Living Lab, d'en dessiner les contours grâce, en particulier, à des ateliers thématiques avec un temps d'écoute de patients ou d'aidants autour de leurs vécus pour comprendre comment mieux vivre avec la maladie et ses conséquences.

Et demain ?

T.R.: À la suite de ce lancement, une enquête, menée de septembre 2020 à janvier 2021, a permis de confirmer le besoin d'un outil numérique de mise en relation de l'ensemble des acteurs. Nous allons réaliser très rapidement des tests avec des utilisateurs potentiels de cet outil. Par ailleurs, un comité stratégique de pilotage avec tous les acteurs concernés est en cours de constitution afin de gérer un appel à projets portant sur un programme d'accompagnement qui vise à faire émerger une filière de start-up dédiée aux enjeux du cancer. Le Living Lab est clairement un projet ambitieux, de partage, de réflexion et d'action pour accélérer la production de solutions innovantes avec les patients eux-mêmes. ●

« Le Living Lab place les patients au cœur de la démarche, à toutes les étapes du processus de décision, afin de trouver avec eux des solutions innovantes pour répondre à leurs besoins. »

Tristan ROUÉ

Responsable du Living Lab

○○○

« La coopération internationale et européenne permettra d'accélérer les progrès en matière de recherche et d'innovation. »

Thomas DUBOIS

Responsable de la mission des affaires européennes et internationales

Quel est l'objectif poursuivi par la Mission de l'Institut ?

T.D.: On estime qu'en 2030 le cancer sera la première cause de mortalité dans le monde. Aujourd'hui, il est donc essentiel de renforcer la coopération internationale et européenne dans ce domaine. C'est ce que l'Institut initie notamment à travers la rénovation de la mission des affaires européennes et internationales. Cette ambition pourra s'appuyer sur des engagements européens renforcés avec le lancement prochain du Plan cancer européen et la Mission cancer, mais aussi sur la présidence française de l'Union européenne au premier semestre 2022, qui favorisera la mise en œuvre de mesures en lien avec la stratégie décennale.

prioritaires de la stratégie décennale de lutte contre les cancers. Cela nous a permis de dégager un consensus sur la nécessité de collaborer sur les cancers rares et de mauvais pronostic pour répondre aux enjeux de masse critique, de favoriser la mise en place de réseaux sur des recherches et innovations prometteuses. Nous avons travaillé sur une base méthodologique pour engager une action de coopération bilatérale avec les dix pays les plus avancés en matière de lutte contre les cancers et trois organisations multilatérales¹. Le développement de la coopération européenne et internationale est un moyen d'action supplémentaire pour atteindre les objectifs de la stratégie décennale. ●

④ Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), la Commission européenne et l'Union internationale de lutte contre le cancer (UICC).

Quels ont été les axes de progrès en 2020 à l'international ?

T.D.: Nous avons consulté nos principaux partenaires pour développer la coopération internationale autour des axes

« Nous favorisons les actions avec nos homologues internationaux afin de transférer plus rapidement les avancées, les innovations et le partage des bonnes pratiques au bénéfice des patients. »

Thomas DUBOIS

Responsable de la mission des affaires européennes et internationales

Nos actions, C'EST AUSSI...

UNE DÉCLARATION CONJOINTE EN FAVEUR DE LA SCIENCE OUVERTE

a été signée le 29 juin 2020 par l'Institut national du cancer, l'Agence nationale de la recherche (ANR), l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (Inserm/ANRS) et l'Agence de la transition écologique (Ademe). Ces instances affirment ainsi leur volonté de développer une approche concertée pour favoriser la diffusion et le partage des connaissances. ●

→ **Le partenariat** pour un nouveau programme d'actions intégrées de recherche dédié aux tumeurs cérébrales entre l'Institut, la Fondation ARC pour la recherche sur le cancer et la Ligue contre le cancer a été renouvelé. Les axes prioritaires ont été exposés lors du séminaire de lancement, en octobre. ●

→ **Le projet T² Evolve**, porté par l'Institut et ses partenaires européens, a été sélectionné pour financement par l'IMI (*Innovative Medicines Initiative*). Il vise à soutenir et accélérer le développement préclinique, clinique et commercial de la thérapie génique par lymphocytes T. ●

→ **Les huit sites de recherche intégrée sur le cancer (SIRIC)** soutenus par l'Institut, en partenariat avec la DGOS, l'Inserm et l'ITMO Cancer d'Aviesan, ont été auditionnés par un comité d'évaluation scientifique international dans le cadre d'une évaluation à mi-parcours. ●

→ **Le séminaire « Tabac : recherche populationnelle et populations vulnérables »** s'est tenu, en décembre 2020, autour de projets de dispositifs d'intervention, de prévention et de sevrage tabagique. ●

SOUTIEN DE LA RECHERCHE DANS LE CADRE DES PROGRAMMES LIBRES

Programmes

△ Programme hospitalier de recherche clinique en cancérologie (PHRC-K)

○ Projets libres en biologie du cancer (PLBIO)

□ Programme de recherche translationnelle en cancérologie (PRT-K)

● Projets libres de recherche sur le cancer en sciences humaines et sociales, épidémiologie et santé publique (PLSHS-E-SP)



36 projets financés sur les 188 soumis, pour un montant total de **21 922 146 €**



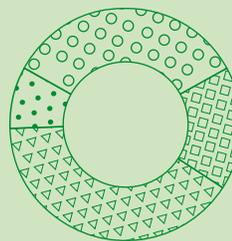
35 projets financés sur les 279 soumis, pour un montant total de **18 683 646 €**



17 projets financés sur les 109 soumis, pour un montant total de **9 460 057 €**



17 projets financés sur les 74 soumis, pour un montant total de **4 464 575 €**

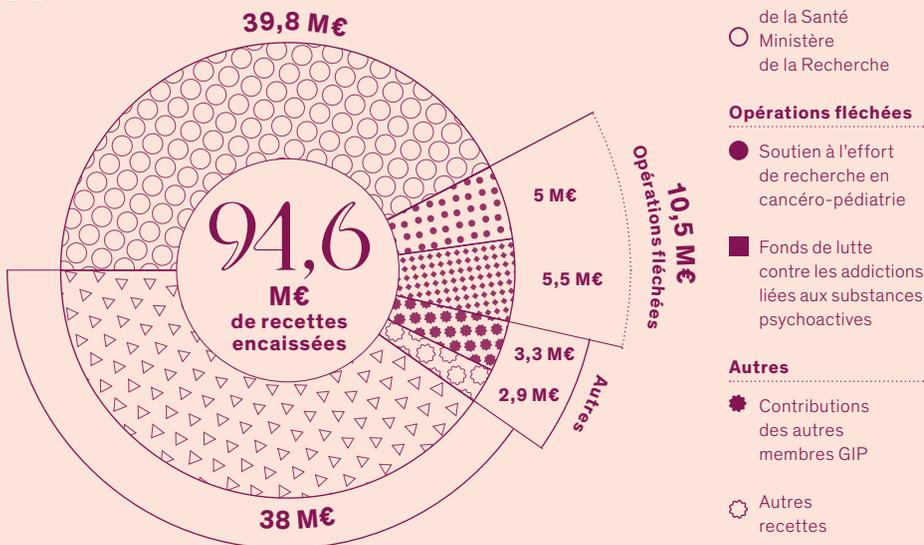


54,53 M€
consacrés à la
recherche libre

L'année 2020 a été marquée par l'annulation ou le report, en raison des contraintes sanitaires, d'un nombre significatif d'actions prévues initialement au programme de travail. Cette situation s'est traduite dans les comptes par un excédent budgétaire de 3,7 millions d'euros. •

Rapport Financier

**Détail des recettes
2020 →**



RECETTES 2020

Le montant des recettes encaissées sur l'exercice 2020 s'élève à **94,6 millions d'euros, dont 10,5 millions d'euros concernent des opérations fléchées** (opérations pour lesquelles le montant total des dépenses réalisées sur plusieurs exercices est égal à celui des recettes accordées pour des opérations bien identifiées).

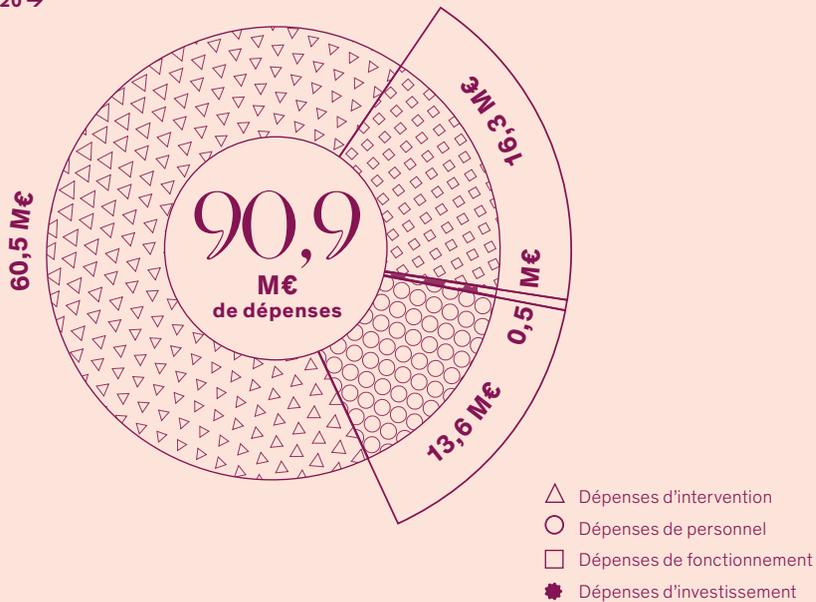
Le montant des financements d'État représente l'essentiel des ressources de l'Institut. Deux subventions pour charge de service public de 39,8 et de 38 millions d'euros sont allouées respectivement par le ministère chargé de la santé et le ministère chargé de la recherche. À cela s'ajoute un financement supplémentaire de 5 millions d'euros, alloué par le ministère en charge de la recherche, en soutien à l'effort de recherche en cancéro-pédiatrie, et traité en opération fléchée.

Le budget de l'Institut intègre également 5,5 millions de recettes fléchées sur des opérations sélectionnées et financées par le fonds de lutte contre les addictions liées aux substances psychoactives géré par l'Assurance maladie.

S'y ajoutent pour 3,3 millions d'euros les contributions des autres membres du GIP, principalement composées des cofinancements des programmes d'actions intégrées de recherche, du dispositif Cancer Info et des essais de phase précoce.

Les autres recettes concernent notamment une contribution de Santé publique France au financement des registres du cancer (1,2 million d'euros), la récupération des crédits non utilisés par les bénéficiaires de fonds dans le cadre de la politique de suivi de l'utilisation des fonds versés par l'Institut (1 million d'euros), des annulations de dépenses et des remboursements de divers fournisseurs.

Détail des dépenses 2020 →



DÉPENSES 2020

Le montant total des dépenses décaissées par l'Institut en 2020 s'élève à **90,9 millions d'euros**. Ce montant relève de **4 enveloppes** votées par nature.

→ La majeure partie relève des **dépenses d'intervention** à hauteur de 60,5 millions d'euros. Elles bénéficient directement à des partenaires sous forme de subventions (financement des projets sélectionnés dans le cadre des appels à projets et de structures comme les cancéropôles, les SIRIC, les CLIP², les registres, par exemple).

→ Les **dépenses de fonctionnement** s'élèvent à 16,3 millions d'euros et concernent principalement les campagnes d'information, des prestations d'étude, d'évaluation et d'enquête et l'indemnisation des experts.

→ Les **dépenses de personnel** s'élèvent à 13,6 millions d'euros.

→ Les **dépenses d'investissement** s'élèvent à 0,5 million d'euros.

Les dépenses sont affectées à 10 destinations non limitatives qui traduisent budgétairement la stratégie de l'Institut quant à l'allocation de ses moyens :

- **La recherche intégrée (19 %) :** financement des cancéropôles, programmes d'actions intégrées de recherche, appels à projets de recherche et d'intervention visant à lutter contre le tabagisme, recherche en cancéro-pédiatrie.
- **La recherche fondamentale (13 %) :** appels à projets libres en biologie du cancer et appel à projets préneoplasie.

- **La recherche translationnelle et clinique (13 %)** : appels à projets libres de recherche translationnelle, financement des SIRIC.
- **L'information des publics (10 %)** : production et diffusion des campagnes d'information, évolution et valorisation du site e-cancer.
- **L'observation et l'évaluation en santé publique (8 %)** : subventions allouées aux registres du cancer, plateforme des données du cancer.
- **La recherche en sciences humaines et sociales, en épidémiologie et en santé publique (8 %)** : appels à projets libres en SHS, appels à projets de recherche interventionnelle, financement de chaires et soutien de doctorants, Baromètre cancer.

- **Les innovations thérapeutiques (7 %)** : financements des CLIP², essais précoces sur des molécules innovantes et soutien au développement des plateformes de génétique moléculaire.
- **La prévention et le dépistage (7 %)** : appels à projets en santé publique, le programme TABADO.
- **L'organisation des soins et la qualité de vie (3 %)** : programme Cancer Info, production de recommandations, appels à projets sur les populations vulnérables, démarche cancer et emploi.
- **Les fonctions d'appui aux métiers (2 %)** : gestion des appels à projets, partenariats internationaux.

Outre ces dix destinations métiers, 10 % des dépenses totales de l'Institut relèvent des fonctions de pilotage et de support (loyers, missions administratives et juridiques, informatique).

SYNTHÈSE 2020



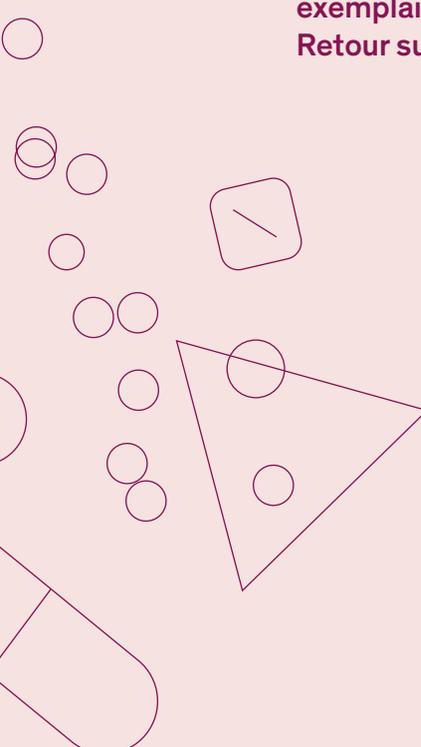
L'exercice 2020 dégage un excédent budgétaire de 3,7 millions d'euros en raison de l'annulation ou du report d'un nombre important d'actions du fait du contexte sanitaire.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

52, avenue André Morizet
925 13 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél. : +33 (1) 41 10 50 00
e-cancer.fr

Édité en juillet 2021 par l'Institut national du cancer
Tous droits réservés – Siren : 185 512 777
Numéro ISBN : 978-2-37219-786-1
Numéro ISBN net : 978-2-37219-787-8
Dépôt légal juillet 2021

Conception et réalisation : **ici Barbès**
Impression : Cia Graphic



2020 fut pour tous une année de défis. Face à la crise sanitaire, l'Institut a à la fois œuvré pour le maintien des activités de la filière oncologie et poursuivi les chantiers engagés, tout en restant à l'écoute des Français.

Autant de défis relevés grâce à une mobilisation exemplaire de tous nos collaborateurs. Retour sur une année hors norme.